

POUR LA JUSTICE

Imposons un procès

La plus grande catastrophe sanitaire que la France ait connue n'a toujours pas de responsable...

Des instructions judiciaires sont en panne depuis dix ans ...

Des magistrats spécialisés manquent de moyens suffisants pour instruire...

Le pouvoir politique n'a aucune volonté de faire la lumière sur ce drame qui fait dix morts par jour ...

Ça suffit !

Cela fera bientôt dix ans que les premières plaintes ont été déposées par des victimes de l'amiante et par l'Andeva. Pourtant, à ce jour, aucun procès pénal n'a eu lieu, aucun responsable n'a eu à rendre compte de ses actes devant la justice pénale.

C'est pour dénoncer ce second scandale de l'amiante que l'ANDEVA organise, le samedi 15 octobre, à 14 heures, une manifestation à Paris.

Nous voulons dire haut et fort à l'opinion publique, au pouvoir politique, au pouvoir judiciaire, notre colère et notre indignation face à ce déni de justice.

Des instructions bloquées, des procureurs de la République passifs, des magistrats spécialisés en santé publique sans aucun moyen et totalement débordés, une loi Fauchon sur les délits non intentionnels, votée en juillet 2000, dont l'objectif était clairement d'amnistier les responsables dans les affaires mettant en jeu la santé et la sécurité des citoyens ... Voilà ce à quoi nous avons assisté depuis bientôt dix ans.

Ça suffit !

Sept ans après le dépôt de la plainte pénale, le juge de Dunkerque a rendu un non lieu. Sept ans après il n'avait trouvé ni responsable ni coupable. La Cour d'appel de Douai a confirmé cette scandaleuse décision.

Face à ce déni de Justice s'est organisée une formidable mobilisation : «140 veuves et les victimes de l'amiante de Dunkerque », soutenues par l'Ardeva du Nord - Pas-de-Calais, par l'Andeva et par toutes les associations de son réseau ont lancé un appel.

Une marche « Pour la justice et contre l'oubli » a rassemblé, toutes les trois semaines depuis le 15 décembre, souvent près d'un millier de personnes autour du tribunal de la capitale des Flandres. Des délégations des associations régionales sont venues de la France entière participer à ce mouvement qui a été largement commenté dans la presse ainsi qu'à la télévision et qui a ému l'opinion. Certaines associations, comme à Cherbourg, ou à Toulon ont, elles